

Brexit : Theresa May commence les négociations à coups de provocations et en prenant tous les risques



La discussion sur les conditions du Brexit va donc démarrer lundi 19 juin à Bruxelles sur un projet de scénario de sortie très dur. Les membres de l'Union européenne se montrent prêts à aller au bras de fer, les milieux d'affaires britanniques restent dans la plus grande confusion, mais aucun d'eux n'est certain qu'elle ira pourtant au bout.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Theresa May a donc décidé de démarrer les négociations du Brexit dès ce lundi et a donné mandat à son ministre chargé de la sortie de l'Union, David Davis, de présenter et défendre un scénario dur.

Pour beaucoup c'est de la provocation. Sans changement de ligne depuis ses résultats aux législatives. Cette décision est incroyable et a pris de court les négociateurs de Bruxelles qui s'attendaient à ce que la Première ministre Britannique demande un délai, compte tenu de la situation compliquée dans laquelle elle s'est mise. Dernier baroud d'honneur de la Première Ministre avant un changement de cap ? Pas si sûr !

Michel Barnier, qui est chargé de cette négociation pour l'Union européenne, était prêt à accepter de retarder de quelques jours ou même de quelques semaines afin que les anglais puissent recalculer leur position.

Mais pour Theresa May, pas question d'attendre. Pas même le discours de la reine qui marquera dans l'après midi, l'ouverture officielle de l'année parlementaire, (ce qui à Londres est assez mal vu) et surtout, pas même la formation de son gouvernement qui est loin d'être finalisée. (autre provocation en direction des parlementaires). Theresa May ne veut même pas attendre la définition d'un projet plus conciliant.

Elle va donc prendre tous les risques. Pourtant, elle est fragilisée tant à l'intérieur de son pays qu'à l'extérieur.

Alors qu'elle voulait renforcer sa légitimité, elle a, en provoquant des élections, perdu sa majorité conservatrice et se retrouve contrainte de quémander le soutien du parti irlandais qui, sur le Brexit, n'était pas aussi clair que les anti-Brexit et conservateurs anglais. Elle se retrouve donc avec une majorité moins favorable au Brexit qu'auparavant car bricolée avec des alliances.

Au niveau européen, un certain nombre de leaders, dont ceux de France et d'Allemagne, avaient aussi fait dire à Theresa May qu'ils étaient prêts à accepter des aménagements pour que la Grande Bretagne ne sorte pas de l'Union européenne.

L'Europe a besoin de la Grande Bretagne ... et surtout la Grande Bretagne a besoin du marché européen.

Les milieux financiers et les industriels britanniques, les mouvements de jeunes étudiants, n'ont pas manqué d'intervenir à nouveau

pour demander un assouplissement d'une attitude trop idéologique.

Et bien, en dépit de toutes ces incertitudes et de ces pressions, Theresa May a maintenu sa décision d'aller au front.

Les européens, menés par Michel Barnier, vont donc confirmer les conditions du divorce et notamment la facture. Cette facture représente quelques 100 milliards d'euros à payer pour pouvoir se dégager de l'Union européenne. Sachant que si la Grande Bretagne refuse les libertés fondamentales qui sont à la base du fonctionnement de l'Union européenne, elle perdra le passeport européen, ce qui veut dire que les productions de produits industriels et de services n'auront plus un accès libre au grand marché. Ajoutons que les citoyens britanniques perdront aussi le bénéfice des avantages sociaux dont ils profitent en Europe.

Les libertés fondamentales comprennent bien sur la liberté de circulations des capitaux, des produits, des services et, le plus important, la liberté de circulation des hommes et des femmes.

Les européens démarrent ce lundi avec la conviction que Theresa May va donc rester sur ses positions initiales : la sortie totale de l'Union européenne à l'issue de négociations qui pourraient être très dures parce qu'elle n'a pas forcément les moyens de payer les effets économiques et financiers d'un Brexit aussi hard.

Quelques européens, dont les français d'ailleurs, pensent que Theresa May ne veut pas apparaître fragilisée et s'efforce de prouver qu'elle est la seule capable de gérer cette sortie de l'Union. Les milieux financiers de la City qui préparent eux aussi leur sortie et leur délocalisation sur le continent, continuent de penser que les effets du Brexit seront catastrophiques pour le peuple britannique. Moins de croissance, donc moins de richesse, et moins d'emplois.

Dans ces conditions, ils considèrent que Theresa May aura de tel ennuis politiques qu'elle sera obligée de se démettre dès que les premières négociations seront entamées.

Pour la presse économique de Londres, la situation britannique n'a jamais été aussi confuse et l'avenir de l'empire britannique n'aura jamais été aussi incertain. Curieusement, confusion et incertitude sont les deux mots qui reviennent le plus souvent dans la presse populaire des tabloïds, qui étaient pourtant assez favorables au Brexit.